New York ville sanctuaire ? Et hop ! Le Texas y envoie 33600 migrants !

écrit par Abdel l'insoumis | 24 mars 2024

Un bus transportant des immigrés clandestins en provenance du Texas arrive à la gare routière de Port Authority à New York le 10 août 2022. (Yuki Iwamura/AFP via Getty Images)

Un bus transportant des immigrés clandestins en provenance du Texas arrive à la gare routière de Port Authority à New York le 10 août 2022. (Yuki Iwamura/AFP via Getty Images)

C’est une belle réponse aux donneurs de leçons, non ?

Roadrunner Charters, une compagnie de bus payée par le gouvernement du Texas pour transporter des immigrés clandestins de la frontière sud vers la ville de New York, a accepté de cesser de le faire pendant que le procès intenté par la ville à son encontre se poursuit.

Roadrunner Charters est l’une des 17 compagnies de bus poursuivies en justice par l’administration du maire de New York, Eric Adams, en janvier, pour avoir transporté collectivement quelque 33.600 personnes du Texas vers la ville de New-York, qui s’est autoproclamée « ville sanctuaire » pour les migrants.

L’administration de M. Adams soutient que les compagnies de bus devraient être tenues responsables des 708 millions de dollars que la ville a dû dépenser pour s’occuper de leurs passagers.

Les exploitants de bus charter ont gagné des « millions de dollars » et ont agi de « mauvaise foi », selon l'action en justice.

Depuis le printemps 2022, le Texas aurait dépensé 148 millions de dollars dans le cadre de l'initiative du gouverneur républicain, Greg Abbot, qui vise à donner aux grandes villes démocrates comme New York, Chicago et Denver un avant-goût de ce à quoi les communautés frontalières sont confrontées.

Un bus transportant des migrants ayant franchi illégalement la frontière du Texas arrive à la gare routière de Port Authority à Manhattan le 25 août 2022. (Spencer Platt/Getty Images)

« Ces entreprises ont enfreint la législation de l'État [de New-York] en ne payant pas le coût des soins prodigués à ces migrants, et c'est pourquoi nous intentons une action en justice pour récupérer environ 700 millions de dollars déjà dépensés pour soigner les migrants envoyés ici ces deux dernières années par le Texas », avait alors déclaré M. Adams.

La société Roadrunner Charters, basée à Fort Worth près de Dallas, a soit amené directement des immigrants illégaux à New York, soit les a déposés dans des gares du New Jersey à la fin du mois de décembre et au début du mois de janvier, selon une plainte déposée auprès du tribunal.

En vertu de l’accord signé mercredi, Roadrunner cessera de le faire et, en échange, la ville ne demandera pas d’injonction préliminaire à l’encontre de l’entreprise.

« Le défendeur Roadrunner Charters Inc. s’abstiendra immédiatement de transporter des individus connus comme migrants du Texas vers la ville de New York, et/ou du Texas vers les environs de la ville de New York, y compris, mais sans s’y limiter, le New Jersey », peut-on lire dans les deux pages de l’accord.

L’accord n’affecte pas les 16 autres compagnies d’autocars également poursuivies par la ville.

M. Adams, dont l’administration s’efforce de gérer les dépenses croissantes générées par l’afflux d’immigrés clandestins, s’est félicité de cet accord.

« Je suis heureux de voir que Roadrunner (…) a accepté d’arrêter le transport par autobus des migrants dans et autour de la ville de New York pendant que le procès se poursuit », a déclaré le maire démocrate dans un communiqué qui accuse également le gouverneur du Texas d’essayer de « submerger » les refuges et les finances de sa ville.

« Nous appelons toutes les autres compagnies de bus impliquées dans ce procès à faire de même », a-t-il poursuivi. « Les jeux politiques inconsidérés de l’État du Texas ne seront pas tolérés. »

Epoch Times n’a pas été en mesure de joindre immédiatement un des avocats de Roadrunner pour plus d’information.

Le bureau de M. Abbott a condamné l’action en justice comme étant « sans fondement et méritant d’être sanctionnée ».

« Il est clair que M. Adams ne connaît rien à la clause commerciale de la Constitution des États-Unis, ni au droit constitutionnel de voyager qui a été reconnu par la Cour

suprême des États-Unis », a déclaré M. Abbott en janvier.

« Chaque migrant transporté par bus ou par avion jusqu'à New York l'a fait volontairement, après avoir été autorisé par l'administration Biden à rester aux États-Unis. »

« En tant que tels, ils ont le droit constitutionnel de voyager à travers le pays, et le maire de New York s'y oppose. Si le maire persiste dans son action en justice, il pourrait être tenu légalement responsable de ses violations. »

Le Texas a transporté plus de 39.600 migrants à New York depuis août 2022, selon la dernière mise à jour du bureau de M. Abbott.

Un bus transportant des immigrés clandestins en provenance du Texas arrive à la gare routière de Port Authority à New York le 10 août 2022. (Yuki Iwamura/AFP via Getty Images)

Coûts liés aux immigrants illégaux

Selon la plainte de M. Adams, les compagnies de bus ont perçu du gouvernement texan environ 1650 dollars pour chaque personne transportée – un prix nettement plus élevé que le billet aller simple moyen de 291 dollars pour New York depuis le Texas.

La ville, quant à elle, a estimé qu'elle avait dépensé environ 21.000 dollars pour chaque immigrant clandestin dont elle s'est occupée pendant 20 mois. Le coût total s'élèverait donc à 708 millions de dollars.

Le procès a eu lieu quelques jours seulement après que l'administration Adams a tenté de contrôler le flux des bus affrétés par les migrants en limitant le moment et l'endroit où ils pouvaient les déposer. Plus précisément, le maire a ordonné que les bus ne puissent déposer leurs passagers qu'entre 8h30 et 12h en semaine. En outre, les compagnies de bus doivent informer le bureau de gestion des urgences de la ville 32 heures à l'avance de l'arrivée des bus.

Les compagnies de bus ont rapidement trouvé une solution de rechange. Des centaines de personnes ont été déposées dans des villes du New Jersey, notamment Secaucus, Fanwood, Edison et Trenton, où elles ont été guidées dans des trains à destination de Manhattan, ces lignes n’étant pas concernées par l’arrêté du maire.

Source